

This anthology will appeal to a wide range of scholars and students of history and women's studies offering them a fresh perspective of historical developments that shaped Canadian women's history throughout the nineteenth and twentieth centuries.

Vanessa Lovisa  
*McMaster University*

CHARRIER, Landry, Karine Rance et Friederike Spitzl-Dupic (dir.) – *Circulations et réseaux transnationaux en Europe (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles). Acteurs, pratiques, modèles*, Berne, Peter Lang, 2013, 228 p.

Comment mettre en œuvre les notions de transnationalisme et de transnationalisation ? Telle est la question que se pose ce collectif, issu de deux journées d'études organisées par la Maison des Sciences de l'homme de Clermont-Ferrand et publié sous la direction de trois chercheurs de cette Université. Ces notions ne sont certes plus des nouveautés dans le paysage historiographique mondial, mais elles ont connu ces dernières décennies une inflation de leurs usages telle que leur définition même peut désormais paraître problématique. L'objectif affiché par l'ouvrage n'est pas de délimiter le concept ni de choisir entre des définitions parfois concurrentes. Le transnationalisme y apparaît avant tout comme le rejet d'une histoire bornée dans les cadres sociaux et territoriaux de l'État-Nation, et dans l'idée de processus dynamiques se traduisant dans la circulation de pratiques, d'idées ou de modèles (p. VIII). Les curateurs ont donc fait le choix d'embrasser une grande diversité d'approches, d'échelles, d'objets – répartis entre trois ensembles thématiques : « circulation des acteurs », « circulation des modèles politiques » et « circulation des idées culturelles » – et bien sûr de terrains, avec toutefois une nette prédominance de l'Europe.

Les quatre premières contributions portent sur des milieux d'exilés, envisagés soit comme communautés (D. Diaz sur les étrangers réfugiés en France sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, K. Rance sur les réfugiés politiques à Clermont-Ferrand dans les années 1830 et 1840), soit à travers les réseaux de l'émigration révolutionnaire (F. Pestel sur les monarchiens de 1789-1794, A. Fauchon sur les sociabilités maçonniques de la noblesse française émigrée à Trieste). D'un côté, la capacité à nouer des réseaux transnationaux apparaît comme un facteur essentiel d'intégration des exilés dans la société d'accueil, même si les auteurs montrent bien que cette insertion peut coexister avec des formes de cloisonnement communautaire – entre réfugiés espagnols et polonais dans la France du XIX<sup>e</sup> s. par exemple, avec l'encouragement intéressé des autorités –, ainsi qu'avec le maintien d'une sociabilité de caste (cas de l'émigration nobiliaire à Trieste), voire avec la réaction d'hostilité d'une partie de la population locale, posant ainsi la question du périmètre social (élitiste ?) du cosmopolitisme. En retour, l'exil peut être analysé comme un rouage important des échanges

d'informations ou d'idées, du métissage des sociabilités ou des formes d'action militantes (ainsi de l'adoption par les réfugiés polonais de la pratique du banquet documentée par D. Diaz), ou d'innovation économique (qu'illustre l'exemple du comte de Pontgibaud présenté par A. Fauchon).

Cinq autres contributions ont pour objet l'internationalisation de causes politiques ou culturelles à travers la circulation des écrits, les congrès ou autres manifestations internationales, ou les mobilités militantes : ainsi M. Crook sur le mouvement suffragiste au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> s., Ch. Reimann sur les Ligues (française et belge) de l'enseignement, F. Zantedeschi sur l'idée latine dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> s., L. Charrier et J.-D. Olivieri sur l'europhisme dans les années 1920 (le premier dans le contexte suisse, le second à travers l'activité éditoriale de Piero Gobetti). Là encore, le poids reconnu à la transnationalisation dans la conduite de ces combats ne conduit pas à supposer que tous leurs acteurs participent activement au processus, ni que celui-ci exclut des phénomènes de repli ou de division, comme en témoignent les dissensions du groupe félibrige au sujet des implications politiques de l'idée latine. Le reste des contributions, formant l'ensemble le plus nombreux (sept), s'attache à décrire des phénomènes de transfert : de pratiques – fêtes républicaines dans la Belgique révolutionnaire (A. Renglet), la politique artistique et le développement de la critique d'art dans la Saxe des années 1760 et 1770 (D. Kluge), la réforme linguistique dans la Norvège du XIX<sup>e</sup> s. (H. Hartung) – ; de modèles politiques ou culturels – la question des influences du premier constitutionnalisme espagnol et la Constitution gaditane de 1812 (J.-Ph. Luis) et les rapports croisés entre naturalisme et social-démocratie de part et d'autre du Rhin (A. Deffarges) – ; ou de notions – la réception et l'adaptation du concept de « génie de la langue » dans les pays germanophones à l'époque moderne (F. Spitzl-Dupic). Dans la lignée du modèle des transferts culturels et de ses diverses reformulations, ces phénomènes sont analysés non pas en termes de transposition mais plutôt d'adaptation ou d'hybridation, au sein de processus dynamiques auxquels ne sont pas étrangers les résistances, les replis ou les abandons, comme l'illustre l'éloignement de la critique d'art saxonne vis-à-vis du modèle français une fois accomplie l'installation d'un modèle de fonctionnement autonome.

Au-delà de l'intérêt que présente chaque essai sur son objet de recherche – inégal bien sûr, comme dans tout recueil – force est de revenir sur l'apport de l'ouvrage à une réflexion sur l'usage historiographique de la notion de transnationalisme. À choisir de ne pas restreindre le périmètre d'application du terme, le résultat confirme l'idée que l'histoire transnationale est devenue, plus qu'un véritable courant, une bannière derrière laquelle ont convergé plusieurs approches (histoires internationale, globale, croisée ou connectée, et surtout le modèle des transferts culturels dont de nombreux contributeurs se réclament), qui se rejoignent dans la volonté de dépasser l'État-Nation comme cadre d'analyse et d'accorder une plus grande attention aux objets supposément minorés par une histoire pensée dans les bornes nationales (la circulation d'idées, de biens culturels, de pratiques ; les réseaux transfrontaliers et les sociabilités cosmopolites ; les migrations, les réfugiés, les exilés ou les voyageurs...) – jusqu'à retrouver parfois les traces

anciennes de l'histoire internationale, sous couvert d'une plus grande insistance sur la dynamique et l'interpénétration des processus étudiés – comme c'est, du reste, un trait de départ et peut-être un ingrédient du succès qu'a rencontré le « label » du transnational.

Simon Sarlin  
*Université d'Aix-Marseille*

CHEVRIER, Marc, Louis-Georges Harvey, Stéphane Kelly et Samuel Trudeau – *De la république en Amérique française. Anthologie pédagogique des discours républicains au Québec 1703-1967*, Québec, Septentrion, 2013, 529 p.

*De la république en Amérique française* est une contribution remarquable au mouvement d'intérêt récent à l'égard du républicanisme dans les cercles intellectuels québécois. Même si les idées républicaines ont pu jouer un rôle appréciable dans certains moments de l'histoire politique du Québec et du Canada, celles-ci avaient pourtant jusqu'ici occupées une place très discrète dans notre historiographie officielle. Aussi, cette anthologie vise-t-elle à faire découvrir cette tradition politique jusqu'ici négligée. Elle constitue en soi un excellent complément à l'essai de Marc Chevrier, *La République québécoise. Hommages à une idée suspecte* (Boréal, 2012, 454 pages), récipiendaire du prix Richard-Arès 2012. De même, elle se veut un prolongement naturel des travaux précurseurs menés par Louis-George Harvey et Stéphane Kelly depuis les années 1980 et 1990 visant à mettre au jour cette tradition de pensée oubliée.

Pour les auteurs de cette anthologie, l'oubli de cette tradition de pensée fondée sur le principe de la souveraineté populaire par nos contemporains tient d'une part à « l'hégémonie des institutions et des traditions politiques associées à la monarchie britannique (p. 16) » au Québec et au Canada. Le régime politique canadien, héritage de la Conquête britannique, a jusqu'ici largement agi comme horizon indépassable de la réflexion politique. D'autre part, cet oubli doit également beaucoup à la position hégémonique dont jouit à notre époque le libéralisme. L'idéologie libérale s'est imposée avec le temps dans les milieux de la pensée québécoise comme seule lecture possible de l'idéal démocratique. La tradition républicaine, qui a pourtant accompagné la plupart des grands événements historiques ayant secoué l'Occident depuis 200 ans, que ce soit la Révolution étatsunienne, la Révolution française en passant par les Guerres d'indépendance en Amérique latine, a jusqu'ici été largement négligée dans l'historiographie québécoise.

Dans la partie introductive de l'ouvrage, on trouve un essai de définition du républicanisme sous la forme d'un exposé succinct des principaux éléments opposant les républicains aux libéraux. En tant qu'ils forment les deux principales conceptions de l'homme dans la cité à l'époque moderne, le républicanisme et le libéralisme reposent tous deux sur des visions distinctes de la liberté, de la sociabilité, de l'économie, de l'éducation et des institutions politiques. Cette